PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Barack Obama en Afghanistan, première étape d'une tournée internationale

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine Barack Obama a effectué hier une visite surprise en Afghanistan, première étape d'une tournée internationale qui doit le conduire aussi en Irak, au Proche-Orient et en Europe.

Après son arrivée à l'aéroport de Kaboul, le gouvernement afghan a annoncé qu'Obama rencontrerait aujourd'hui le président Hamid Karzaï.

Barack Obama, dont la venue n'avait pas été annoncée, pour des raisons de sécurité, devait également rendre visite à quelques-uns des 36 000 soldats américains stationnés dans le pays.

«J'ai hâte de voir quelle est la situation sur le terrain», avait déclaré le candidat démocrate à des journalistes avant son départ, confirmant qu'il se rendrait ensuite en Irak.

«Je veux, bien évidemment, parler aux officiers et me faire une idée, à la fois en Afghanistan et à Bagdad de (...) ce que sont leurs principales préoccupations», avait-il indiqué avant d'ajouter : «Et je veux remercier nos soldats pour le travail héroïque qu'ils accomplissent.»

M. Obama avait précisé qu'il visiterait l'Afghanistan et l'Irak en tant que sénateur, laissant le soin au président George W. Bush de définir la politique à suivre avec Hamid Karzaï et le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Outre l'Afghanistan et l'Irak, M. Obama est attendu mardi soir en Jordanie, mercredi en Israël, puis en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. Comme pour l'Afghanistan, les détails de sa visite en Irak n'ont pas été divulgués.

M. Obama a entrepris cette tournée, qui apparaît comme un apprentissage pour son éventuel rôle de commandant en chef, afin de renforcer sa crédibilité sur la scène internationale.

Le sénateur de l'Illinois a prévu, s'il est élu, d'accorder plus d'aide à l'Afghanistan pour aider le pays à vaincre l'insurrection des talibans, qui s'est intensifiée ces dernières semaines avec une série d'attaques meurtrières.

Dans une interview au *New York Times* lundi, il a déclaré que les Etats-Unis devraient déployer plus de 10 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, en plus des 70 000 militaires de deux forces multinationales, l'une de l'Otan, l'autre sous commandement américain, déjà présents dans le pays. «Nous avons besoin de plus d'hommes, de plus d'hélicoptères, de plus de sources de renseignement, de plus d'assistance non militaire pour accomplir notre mission ici», a déclaré M. Obama au journal. «Le front central de la guerre contre le terrorisme n'est pas l'Irak, et ça ne l'a jamais été», a-t-il ajouté. Dans un long discours-programme, Barack Obama a promis mardi de retirer la majeure partie des troupes américaines d'Irak dans les seize mois et de concentrer les efforts en Afghanistan et au Pakistan.

Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière en Afghanistan depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis et les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans.

Photo : DR

En quête de crédibilité diplomatique auprès de ses électeurs.

Dimanche dernier, neuf soldats américains ont été tués et quinze blessés au cours de la journée la plus meurtrière de l'année pour les forces internationales, en résistant à l'assaut de quelque 200 insurgés, dans la province de Kunar, à la frontière avec le Pakistan.

Une semaine plus tôt, Kaboul avait été frappé par un attentat suicide visant l'ambassade d'Inde qui a tué une soixantaine de personnes.

Hier, quatre policiers afghans ont été tués et un blessé par l'explosion d'une bombe, revendiquée par les talibans, au passage de leur véhicule dans la province de Kandahar (sud), selon la police. L'attaque s'est produite dans le district de Maiwand, situé dans la zone où les talibans ont commencé à prendre les armes dans les années 1990, avant de s'emparer du pouvoir à Kaboul en 1996.

INDE

Neuf soldats indiens tués dans l'explosion d'une mine au Cachemire

Au moins neuf soldats indiens ont été tués et 16 blessés hier près de Srinagar lorsque le car qui les transportait a roulé sur une mine qui a explosé, a annoncé l'armée. Cette attaque est la plus meurtrière depuis que New Delhi et Islamabad ont lancé en 2004 un processus de paix pour résoudre leurs différends, dont celui sur le Cachemire.

«Nous avons neuf morts», a déclaré à l'AFP Neha Goel, une porte-parole de l'armée indienne. Elle a ajouté que plus d'une dizaine de soldats avaient été blessés dans l'explosion qui a eu lieu à Narabal, faubourg de Srinagar. Un responsable de la police a confirmé que neuf soldats étaient morts et que 16 avaient été blessés.

Le car faisait partie d'un convoi militaire qui était parti de Uri, à la frontière du Cachemire pakistanais, et se rendait au quartier général de l'armée indienne à Srinagar, la capitale d'été de la région himalayenne du Cachemire, a précisé un porte-parole de la police.

L'explosion de la mine a renversé le car et a brisé les vitres de six autres véhicules, ont rapporté des témoins. Cette explosion est intervenue au lendemain d'un attentat commis à une station d'autobus à Banihal, une ville du Cachemire indien, dans lequel 32 personnes, dont des enfants et des policiers, ont été blessées.

Le Cachemire, une région de l'Himalaya, est divisé en deux parties, l'une administrée par l'Inde et l'autre par le Pakistan. Les deux pays rivaux se disputent la souveraineté sur ce territoire. La partie indienne est confrontée depuis 18 ans à une insurrection contre l'administration de New Delhi qui a fait plus de 43 000 morts, selon les chiffres officiels.

Bien que la violence ait diminué depuis le lancement du processus de paix dans la région, des incidents se sont multipliés ces derniers mois.

OMC

Le Brésil prêt à attendre 4 ans pour obtenir mieux

Le Brésil est prêt à attendre trois ou quatre années de plus afin d'obtenir un meilleur accord que celui qui est actuellement sur la table de la négociation à l'OMC, a assuré hier le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim.

Lors d'une conférence de presse à Genève, où s'ouvre demain une réunion ministérielle cruciale pour l'avenir des négociations de Doha sur la libéralisation du commerce mondial, M. Amorim a noté qu'un échec la semaine prochaine repousserait la conclusion d'un accord de trois ou quatre ans.

«Si nous attendons, nous obtiendrons un accord meilleur que celui-ci», a déclaré le ministre, alors que le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, espère bien conclure cette année le cycle de négociations lancé à Doha (Qatar) en 2001. «L'opinion publique change en notre faveur», a expliqué le responsable brésilien, évoquant les subventions agricoles des pays riches qui sapent les prix mondiaux et pénalisent les paysans des pays en développement.

M. Amorim, qui joue depuis le début de la négociation le rôle de porte-parole des pays émergents, a accusé les pays développés de ne pas ouvrir suffisamment leur secteur agricole et d'exiger trop en échange des pays du Sud.

«On ne peut pas arracher le maximum des plus faibles et donner seulement le minimum en échange», a-t-il estimé.

Le président français Nicolas Sarkozy a estimé fin mai que l'Union européenne, qui négocie à l'OMC au nom des Vingt-sept, n'avait «rien» obtenu des pays émergents en ce qui concerne les produits industriels et les services et avait déjà fait trop de concessions en matière agricole.

Sur ce point, M. Amorim a assuré que l'accord sur la table à l'OMC obligerait le Brésil à réduire ses droits de douane sur la moitié de ses lignes tarifaires (produits d'importation) et que ses droits les plus élevés baisseraient d'un tiers, de 35% à 25% environ.

A propos des services, il a annoncé que le Brésil ferait une offre lors d'une conférence prévue jeudi à Genève entre les pays concernés par ce secteur, après trois journées de négociation consacrées à l'agriculture et aux produits industriels.

Le chef de la diplomatie brésilienne a dénoncé «le mythe» selon lequel le dossier agricole serait bouclé et qui voudrait que l'OMC n'attende plus que le bon vouloir des pays du Sud sur la question des produits industriels pour déboucher sur un accord. «Il reste beaucoup à faire dans l'agriculture», a souligné M. Amorim, en s'excusant de citer Goebbels («si l'on répète un mensonge plusieurs fois, cela devient la vérité»).

M. Amorim, qui s'est entretenu dans la matinée avec Pascal Lamy, a indiqué avoir demandé à ce dernier de prévoir suffisamment de temps pour que les Etats puissent négocier d'éventuels changements aux projets d'accord sur la table.

«Autrement, on risque de voir se répéter un scénario à la Cancun», a-t-il averti, en référence à la conférence ministérielle de l'OMC en 2003 dans la station balnéaire mexicaine, qui avait tourné à un stérile affrontement Nord-Sud. Soufflant un peu de chaud, il a assuré venir à Genève «pour obtenir un accord».

«Bien sûr, la tâche n'est pas facile, et certaines choses devront être clarifiées avant que l'on puisse dire si un accord est possible ou non», a-t-il dit.

NÉPAL

Le Parlement échoue à élire un président

Les parlementaires népalais n'ont pas réussi hier à élire le premier président du pays et à mettre fin à l'impasse politique dans laquelle la République du Népal se trouve depuis l'abolition de la monarchie, a annoncé la télévision officielle.

Aucun candidat n'a pu réunir les 298 voix nécessaires pour devenir le premier président de la nouvelle République du Népal, a rapporté la télévision népalaise après un vote de l'Assemblée constituante. Ce résultat va encore gêner les efforts des anciens rebelles maoïstes, qui ne détiennent qu'une majorité relative à l'Assemblée, pour former le premier gouvernement républicain du Népal.

Seules quatre voix ont manqué au candidat arrivé en tête, Ram Baran Yadav, pour l'emporter, a précisé la télévision.

Le candidat républicain Ramraja Prasad Singh, soutenu par les maoïstes, a recueilli 282 voix. Ces deux candidats sont issus de l'ethnie Mahadhesi, originaire de la région du Terai, dont les représentants demandent une autonomie au sein d'un Etat fédéral. Ces revendications ont entraîné à plusieurs reprises de violents affrontements dans ces plaines frontalières de l'Inde.

Girija Prasad Koirala, considéré comme l'architecte de la «révolution», assure les fonctions de chef d'Etat et de Premier ministre par intérim. Il avait démissionné après l'abolition de la monarchie le 28 mai, mais continue d'exercer ses fonctions en l'absence d'une autorité habilitée à accepter sa démission.